

**Convention collective départementale**

IDCC : 1560. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(ALPES-MARITIMES)**  
**(27 juillet 1989)**

*(Bulletin officiel n° 1990-2 bis)*

*(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,  
Journal officiel du 5 juillet 1990)*

■ *Journal officiel* du 14 février 2009

**Arrêté du 5 février 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, électriques  
et connexes des Alpes-Maritimes (n° 1560)**

NOR : MTST0903207A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du  
27 novembre 2007, portant extension de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, électriques et connexes des Alpes-Maritimes du 27 juil-  
let 1989 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 21 juillet 2008, relatif aux rémunérations minimales hié-  
rarchiques et aux taux garantis annuels (2 annexes), à la convention collec-  
tive susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 6 janvier 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes des Alpes-Maritimes du 27 juillet 1989, tel qu'étendu par l'arrêté du 22 juin 1990, complété par accord du 9 mars 1994, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 21 juillet 2008, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux taux garantis annuels (2 annexes), à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.